

Art. 2. Le présent règlement est publié au Mémorial et entre en vigueur le 1^{er} février 1997.

Luxembourg, le 11 février 1997.

La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres

Le Ministre de la Santé,
Johny Lahure

Loi du 17 février 1997 relative à l'installation d'un Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 5 décembre 1996 et celle du Conseil d'Etat du 20 décembre 1996 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la réhabilitation du réduit du Fort Thüngen en Musée de la Forteresse.

Art. 2. Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent dépasser la somme de 665.500.000.- francs sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

Art. 3. Les dépenses sont imputables sur le Fonds pour les Monuments historiques.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre de la Culture,
Erna Hennicot-Schoepges

Château de Berg, le 17 février 1997.
Jean

Le Ministre du Budget,
Marc Fischbach

Doc. parl. n° 4191; sess. ord. 1995-1996 et 1996-1997.

Règlement grand-ducal du 17 février 1997 déterminant l'organisation et le mode de fonctionnement du comité interministériel prévu à l'article 29 de la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu l'article 29 de la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés ;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre ministre de la Santé et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Au présent règlement, le terme « le ministre » désigne le ministre de la Santé, le terme « le comité » désigne le comité interministériel prévu à l'article 29 de la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés.

Art. 2. Le président et le vice-président du comité sont nommés par le ministre.

Le président est soit le représentant de la Direction de la Santé, soit le représentant du Laboratoire national de Santé.

Le comité peut désigner un secrétaire parmi ses membres.

Art. 3. En cas de vacance de poste d'un membre effectif, le membre suppléant termine le mandat du membre qu'il remplace.

Dans ce cas, un nouveau membre suppléant devra être désigné d'après les modalités prévues à l'article 29 de la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés.

En cas de vacance de poste d'un membre suppléant, un nouveau membre suppléant sera désigné d'après les mêmes modalités.

D'une manière générale, le membre suppléant remplace le membre effectif en cas d'empêchement de ce dernier.

Art. 4. Le président convoque le comité et fixe l'ordre du jour qui fait partie intégrante de la convocation. Il coordonne les travaux, transmet au ministre les avis, propositions et suggestions du comité.

Art. 5. Le comité peut mettre en place des groupes de travail englobant le cas échéant des experts.

Art. 6. Le comité délibère valablement si la majorité des membres est présente et les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Les prises de position du comité revêtent notamment la forme d'avis, lesquels peuvent inclure des opinions divergentes ou être accompagnés d'avis minoritaires.

Art. 7. Les débats du comité sont confidentiels.

Art. 8. Le comité peut préciser son organisation et son fonctionnement par un règlement intérieur.

Art. 9. Les membres du comité, ainsi que les experts, ont droit à un jeton de présence dont le montant est fixé par le Gouvernement en Conseil.

Art. 10. Notre ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de la Santé,
Johnny Lahure

Château de Berg, le 17 février 1997.
Jean

Règlements communaux.

B e t t e m b o u r g.- Règlement-taxe sur la vidange des poubelles et conteneurs.

En séance du 26 juillet 1996 le Conseil communal de Bettembourg a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les tarifs pour la vidange des poubelles et conteneurs à partir du 1er janvier 1997.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 23 septembre 1996 et par décision ministérielle du 26 septembre 1996 et publiée en due forme.

B e t t e m b o u r g.- Fixation d'une taxe forfaitaire fixe relative à la gestion des déchets à partir du 1er janvier 1997.

En séance du 26 juillet 1996 le Conseil communal de Bettembourg a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé une taxe forfaitaire fixe relative à la gestion des déchets à partir du 1er janvier 1997.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 23 septembre 1996 et par décision ministérielle du 26 septembre 1996 et publiée en due forme.

C o l m a r - B e r g.- Abolition du tarif pour la collecte des objets encombrants, du vieux papier et des bouteilles de verre dans les immeubles à appartements disposant d'un système d'élimination des ordures ménagères par conteneurs organisé par la gérance des immeubles en question.

En séance du 27 juin 1996 le Conseil communal de Colmar-Berg a aboli le tarif pour la collecte des objets encombrants, du vieux papier et des bouteilles de verre dans les immeubles à appartements disposant d'un système d'élimination des ordures ménagères par conteneurs organisé par la gérance des immeubles en question.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 9 août 1996 et publiée en due forme.

C o l m a r - B e r g.- Introduction d'un tarif de location pour un compteur industriel DN 100 mm.

En séance du 27 juin 1996 le Conseil communal de Colmar-Berg a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a introduit un tarif de location pour un compteur industriel DN 100 mm.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 09 août 1996 et publiée en due forme.

D i e k i r c h.- Nouvelle fixation du minerval scolaire des élèves non résidents.

En séance du 12 septembre 1996 le Conseil communal de Diekirch a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a nouvellement fixé le minerval scolaire des élèves non résidents.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 31 octobre 1996 et par décision ministérielle du 06 novembre 1996 et publiée en due forme.

D i e k i r c h.- Modification des tarifs de l'Ecole de Musique de Diekirch.

En séance du 15 juillet 1996 le Conseil communal de Diekirch a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié les tarifs de l'Ecole de Musique de Diekirch.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 30 juillet et publiée en due forme.

E t t e l b r u c k.- Fixation du prix d'un abonnement mensuel pour le «City-Bus».

En séance du 12 juillet 1996 le Conseil communal d'Ettelbruck a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le prix d'un abonnement mensuel pour le «City-Bus».

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 02 août 1996 et publiée en due forme.